



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°29 & 30 – 17 au 28 juillet 2023

Faits saillants :

- **Afrique australe :** La Banque Africaine de développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour la sous-région
- **Afrique du Sud :** Transnet lance un appel d'offres pour le Port de Richards Bay et octroie une concession pour le Terminal à Conteneurs de Durban
- **Zambie :** Le Ministre des Finances dévoile son plan budgétaire à moyen terme

Zoom sur le plan stratégique pour le développement des énergies renouvelables (gov.za)

Le 17 juillet, le ministère de l'énergie sud-africain (DMRE) a publié un nouveau plan de développement des énergies renouvelables. Il rappelle les objectifs ambitieux fixés par la stratégie énergétique nationale de 2019 (IRP – 22,9 GW de nouvelles capacités renouvelables (ENR) et de stockage développé entre 2022 et 2030), ainsi que les recommandations de la *Presidential Climate Commission*, présentées en mai 2023 (50 à 60 GW d'ici à 2030). Il souligne l'accélération du développement du secteur en Afrique du Sud, porté aujourd'hui par le secteur privé (Producteur Indépendant d'Énergie Renouvelable et capacités d'auto génération qui totalisaient, en février 2023, près de 13 GW de projets en cours de construction).

Le plan ambitionne de procéder à une industrialisation de la chaîne de valeur des énergies renouvelable dans le pays, une étape jugé nécessaire pour la transition juste de l'économie sud-africaine. Il insiste notamment sur les opportunités économiques et de création d'emplois qu'offre le secteur. Les quatre premiers appels d'offres (Bid window) du programme des producteurs indépendants d'ENR (REI4P) ont en effet démontré le potentiel économique des ENR : près de 200 Mds ZAR – 10,2 Mds EUR ont été investis dans l'économie et plus de 60 000 emplois créés.

Pour atteindre ces objectifs, il présente une stratégie qui repose sur quatre axes essentiels : **i)** stimuler la demande d'ENR en renforçant la transparence des programmes publics d'appels d'offres, mettant en place un plan global d'investissement dans le réseau de transmission et distribution, subventionnant les acteurs économiques les plus touchés par la crise énergétique via la création d'un fonds de Résilience Énergétique – petits exploitants agricoles ou PME, ect.) **ii)** développer la chaîne de valeur des ENR – en incitant à développer une production locale des composants de la filière, en coordonnant les politiques de localisation industrielle et en catalysant les investissements privés (création de Zones Économiques Exclusives) **iii)** rendre le secteur plus inclusif en renforçant la participation des PME et en incitant le développement de projets ENR dans la Province du Mpumalanga, dont l'économie repose en grande partie sur l'industrie du charbon, **iv)** développer des compétences locales adaptées aux besoins de l'industrie en favorisant la formation.

Sommaire :

Afrique australe :

- La Banque Africaine de développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour la sous-région (*BAfD*)
- L'inflation décroît en Afrique australe (*UNCTAD*)

Afrique du Sud :

- De nouveaux retards de maintenance sont annoncés pour la centrale nucléaire de Koeberg (*News24*)
- La Banque centrale maintient son taux directeur (*SARB*)
- L'agence de notation maintient sa note souveraine à BB- (*Fitch*)
- L'Agence américaine pour le commerce et le développement accorde une subvention pour moderniser le réseau de transmission électrique sud-africain (*Ustda.gov*)
- Transnet lance un appel d'offres pour le Port de Richards Bay et octroie une concession pour le Terminal à Conteneurs de Durban (*EngineeringNews*)
- AngloAmerican présente des résultats mitigés au deuxième trimestre (*Anglo American*)

Angola :

- La Banque centrale maintient son taux directeur (*Banco de Angola*)
- L'exécutif annonce une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (*Ministère des Finances*)

Lesotho :

- Le FMI publie son rapport d'analyse dit « Article IV » (*FMI*)

Malawi :

- La Banque mondiale publie un rapport qui encourage une électrification rapide du pays (*Banque mondiale*)

Zambie :

- Le Ministre des Finances dévoile son plan budgétaire à moyen terme (*Ministère des Finances*)
- 

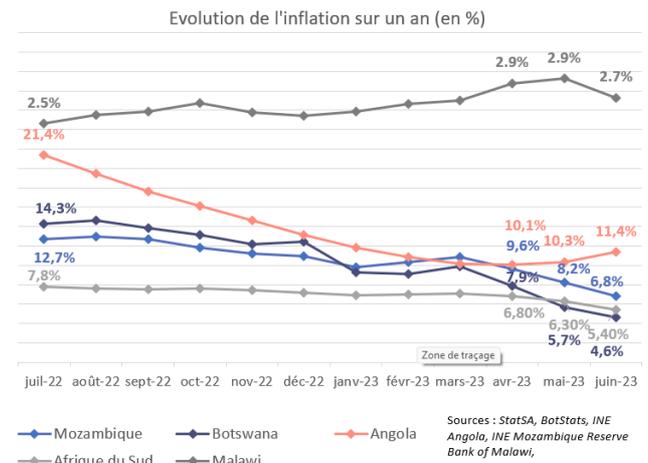
Afrique australe

La Banque Africaine de développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour la sous-région (BAfD)

Dans le cadre de son rapport annuel *Africa's Macroeconomic Performance and Outlook*, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a mis à jour ses prévisions macroéconomiques. En Afrique sub-saharienne, la croissance devrait légèrement accélérer pour atteindre 4,2% en 2023, après 3,6% en 2022. En Afrique australe, on observe une dynamique inverse: la croissance devrait reculer à 1,6% en 2023, après 2,7% en 2022. La BAfD a par ailleurs revu à la baisse ses anticipations (-0,7 point comparativement aux estimations de janvier): la sous-région demeure donc la moins dynamique du continent. Elle est notamment pénalisée par l'Afrique du Sud qui traverse une crise énergétique sans précédent et devrait enregistrer la croissance la plus faible de la zone (+1,5% de croissance en 2023 soit 0,5 point de moins qu'en 2022). A noter que ces prévisions restent particulièrement optimistes alors que le FMI table sur 0,1% et le gouvernement 4%. Les pays de la SACU et frontaliers, fortement dépendants de l'Afrique du Sud devraient suivre la même dynamique, notamment le Lesotho (2,1%, -0,4 point), la Namibie (2,6%, -0,4 point), la Botswana (3,9%, -0,2 point), et la Zimbabwe (2,8% soit -0,2 point). A l'inverse, plusieurs économies de la zone présentent de bonnes performances, notamment le Malawi (2,7%, +1,9 point), la Zambie (4% soit +0,9 point) et l'Angola (3,3% soit +0,4 point). Enfin, le Mozambique devrait enregistrer le plus haut niveau de croissance de la zone (5% soit +1,2 point), en lien avec les premières retombées des projets gaziers. A noter que le rapport insiste sur le déficit important de financements privés pour la transition des économies du continent, estimé à 213,4 Mds USD

par an jusqu'en 2030 dont 84,4 Mds USD pour l'Afrique australe.

L'inflation décroît en Afrique australe (UNCTAD)



D'après les dernières données des organismes statistiques nationaux et comme observé dans la plupart des économies de planète, les pressions inflationnistes ont ralenti significativement au mois de juin dans de nombreux pays de la sous-région australe. En Afrique du Sud, la hausse des prix sur un an atteint 5,4% (soit -1,1 point comparativement au mois précédent). Le recul est similaire au Botswana (4,6%, soit -1,1 point) où l'indicateur atteint son niveau le plus faible depuis le mois de mars 2021 et en Namibie (5,3%, soit -1 point), point bas depuis mars 2022. Dans ces trois économies, l'inflation retombe ainsi dans la fourchette cible des Banques centrales. La décrue est davantage marquée au Mozambique (6,8%, soit -1,4 point et le plus faible niveau depuis mars 2022) et au Malawi (27,3%, soit -1,9 point). Cette baisse générale s'explique notamment par un effet de base statistique alors que l'inflation avait fortement progressé dans les mois qui avaient suivi le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022 (explosion des cours des matières premières, dont le pétrole qui s'était notamment répercutée sur les prix des

transports). On observe ainsi une modération des prix des matières premières alimentaires, énergétiques (le baril de Brent ayant diminué de -8% entre le 1 avril et le 31 juin, le charbon de 32%) et minières (or : -3,1%). A l'inverse, on note une dynamique opposée en [Angola](#) (11,3%, soit +0,7 point): la hausse des prix accélère pour le second mois consécutif alors que l'indicateur suivait une tendance de décrue depuis le pic de janvier 2022 (27,2%).

Afrique du Sud

De nouveaux retards de maintenance sont annoncés pour la centrale nucléaire de Koeberg ([News24](#))

Le 19 juillet, le directeur des opérations d'Eskom, Jan Oberholzer, a annoncé de nouveaux retards dans les travaux de maintenance de la centrale nucléaire de Koeberg, située dans les environs de la ville du Cap. Les travaux, réalisés par l'entreprise française Framatome (groupe EDF), consistent à remplacer les générateurs de vapeur sur les deux unités de la centrale. La remise en service de l'unité 1 est désormais prévue pour mi-septembre – alors que les travaux devaient initialement se terminer en juin 2023. Cette opération est nécessaire pour pouvoir prolonger la licence d'exploitation de la centrale de 20 ans jusqu'en 2044 – alors que la licence actuelle, délivrée par le *National Nuclear Regulator* arrive à expiration le 21 juillet 2024. Ces travaux, prévus dès 2018 avaient été repoussés dans un premier temps en 2021 et n'ont finalement débuté qu'en décembre 2022, en raison des difficultés d'Eskom de s'accorder sur une date, puis des retards conséquents des phases préparatoires à la charge de l'électricien public. Ce retard supplémentaire réduit donc le temps disponible pour effectuer le remplacement des générateurs de vapeur de l'unité 2 et remet en question la capacité d'Eskom à terminer les travaux avant la fin de validité du permis d'exploitation. Suite à ces annonces, le ministre Ramokgopa a manifesté son inquiétude et rappelé les risques d'un arrêt de la centrale de Koeberg. Cela

diminuerait en effet de 1,8 GW les capacités installées du pays et aggraverait donc fortement les délestages (alors que le déficit actuel s'établit entre 4 et 6 GW) – d'autant plus que les capacités nucléaires sont particulièrement stables et fiables.

La Banque centrale maintient son taux directeur (SARB)

A l'issue de sa réunion du 20 juillet, le Comité de politique monétaire de la banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank – SARB*) a maintenu son taux directeur à 8,25%. Cette décision, prise à trois votes contre deux (en faveur d'une hausse de 0,25 point), a surpris les analystes qui anticipaient une augmentation du taux. La SARB justifie sa position au regard des progrès de l'environnement économique, notamment la baisse de l'inflation et une légère amélioration des perspectives de croissance – prévisions revues à la hausse à +0,4% pour 2023, soit +0,1 point par rapport aux anticipations de mai. L'institution monétaire rappelle toutefois que l'environnement reste fragile et incertain, dans un contexte de baisse des cours des matières premières exportées par l'Afrique du Sud, de difficultés d'approvisionnements électrique et logistique et de conditions météorologiques défavorables (impact du phénomène *El Nino*) qui pourraient avoir un impact sur la production agricole. A noter que la banque centrale a par ailleurs révisé ses prévisions d'inflation à la baisse : elle table désormais sur une hausse des prix de 6% en 2023, soit -0,2 point par rapport à ses prévisions du mois de mai – avec une inflation cœur à 5,2%. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 21 septembre 2023.

L'agence de notation maintient sa note souveraine à BB- ([Fitch](#))

Le 17 juillet, l'agence de notation Fitch a maintenu la notation souveraine de l'Afrique du Sud à BB-, avec une perspective stable – soit 3 rangs en deçà de la catégorie « investissement », un niveau inchangé depuis avril 2023 où la perspective avait été réhaussée à stable. Dans

son communiqué, l'agence financière rappelle les perspectives particulièrement dégradées de l'économie sud-africaine, avec une croissance atone en 2023 (0% anticipée), qui ne devrait que légèrement rebondir en 2024 (0,9%) – en lien avec l'impact des délestages électriques et des difficultés logistiques qui entravent les exportations. Le ratio dette sur PIB reste très élevé (72,3% en 2023), en lien avec des déficits fiscaux importants et persistants (4,2% et 4,5% estimés pour 2023 et 2024), ainsi que l'impact de la reprise partielle de la dette de l'électricien public Eskom (qui a augmenté le ratio d'environ 3 points). Le risque social est également élevé alors que l'Afrique du Sud demeure l'économie la plus inégalitaire et que le taux de chômage atteignait 32,9% au premier trimestre 2023. Cependant, Fitch souligne les progrès dans la mise en place des réformes structurelles (opération Vulindela) – levée des quotas de l'auto-génération d'électricité pour le secteur privé et mise en place de la libéralisation partielle du secteur logistique (ports et fret ferroviaire). Dans un communiqué, le *National Treasury* a répondu avoir conscience des défis, mis en place des mesures d'urgences pour répondre à la crise énergétique et indique que la stratégie fiscale s'efforce à réduire le déficit budgétaire et stabiliser le ratio dette sur PIB.

L'Agence américaine pour le commerce et le développement accorde une subvention pour moderniser le réseau de transmission électrique sud-africain (*Ustda.gov*)

Le 11 juillet, l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) a annoncé avoir accordé une subvention de 24 MZAR (1,3 M USD) à l'électricien public Eskom pour financer des missions d'assistance technique. Ces dernières visent à étudier différentes pistes pour renforcer les capacités du réseau de transmission sud-africain, afin qu'il puisse notamment absorber les nouvelles capacités d'énergies renouvelables. Eskom a choisi la société d'ingénierie américaine Power Engineers pour mener ces études, qui se concentreront sur les technologies de stockage

de l'énergie, les structures pour les marchés transfrontaliers de l'électricité et l'utilisation de l'intelligence artificielle pour améliorer la stabilité du réseau. A noter que le renforcement des infrastructures de transmission est vu comme prioritaire pour faire face à la crise énergétique que traverse le pays: les besoins d'investissements sont évalués à 30 Mds ZAR (6,4 Mds EUR) par la commission présidentielle pour le climat (PCC) et le déficit de ligne de transmission à 8 000 km.

Transnet lance un appel d'offres pour le Port de Richards Bay et octroie une concession pour le Terminal à Conteneurs de Durban (*EngineeringNews*)

Le 17 juillet, la Transnet National Ports Authority (TNPA) – gestionnaire public des ports sud-africains, a lancé un appel d'offres pour une infrastructure de manutention de conteneurs au port de Richards Bay, dans la province du KwaZulu-Natal. Il prévoit l'octroi d'une concession pour une période de 25 ans, pour le financement, la conception, la construction, l'exploitation, et la maintenance de l'installation, prévue sur un site de 675 000 m². Le projet vise à accroître la capacité de manutention de conteneurs (qui devrait être multipliée par 4 à 200 000 unités), sur le Port de Richards Bay, principalement dédié à l'exportation de charbon. Parallèlement, à la suite de l'appel d'offre annoncé le 10 août 2021, TNPA a sélectionné l'opérateur de terminal portuaire philippin, *International Container Terminal Services Incorporated (ICTSI)* pour l'agrandissement et la gestion d'un terminal à conteneurs du port de Durban (première infrastructure portuaire du pays par laquelle transite 60% des volumes de conteneurs). Ce premier projet d'externalisation à un acteur privé ambitionne d'augmenter les capacités de stockage du terminal de plus de 14%. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre du plan de développement portuaire de Transnet qui ambitionne de faire appel au secteur privé (sous

forme de concessions) pour renforcer l'efficacité et augmenter les capacités de ses infrastructures. En effet, le secteur portuaire sud-africain fait face à des difficultés opérationnelles importantes (impact des délestages électriques, pannes et pénuries d'équipement qui allongent considérablement les durées de déchargement). Ces dernières entraînent d'importantes congestions et pèsent directement sur les performances de l'économie sud-africaine (secteur minier et manufacturier notamment).

AngloAmerican présente des résultats mitigés au deuxième trimestre (*Anglo American*)

Le géant minier sud-africain Anglo American (huitième capitalisation boursière sur la bourse de Johannesburg) a présenté son rapport de production pour le deuxième trimestre 2023. Il en ressort des résultats décevants, en particulier pour ses trois filiales sud-africaines, Amplat, Kumba Iron et De Beers. Amplat, filiale spécialisée dans la production de minerais du groupe platine (PGM), a enregistré une baisse de 9% de sa production par rapport au deuxième trimestre 2022. Alors que la demande du minerai connaît pourtant une très forte croissance (de par son utilisation dans l'industrie des batteries électriques notamment), ces mauvaises performances sont attribuées aux difficultés opérationnelles liées aux délestages électriques. De même, Kumba Iron Ore a enregistré un recul de 4% de la production de fer, en lien avec des difficultés logistiques sur le Iron Ore corridor – couloir logistique de l'opérateur ferroviaire public Transnet qui relie les mines de fer au port de Saldanha situé au nord de la ville du Cap. Enfin, la production de diamants (De Beers) a reculé de 5% sur la période suite aux opérations de maintenance de la mine de Venetia dans la Province du Limpopo, qui ont débuté en décembre 2022. Par ailleurs, les ventes de diamants ont chuté de manière nettement plus marquée (-24 % sur la période), reflétant une nette baisse des prix des diamants dans un

contexte de baisse de la demande. A noter par ailleurs que De Beers conclu début juillet un accord de principe avec le gouvernement botswanais pour renouveler les accords de ventes et licences d'exploitation (pour 25 ans jusqu'en 2054) de Debswana - jointe venture entre De Beers et le gouvernement botswanais, qui dispose d'un monopole sur l'extraction du minerai diamantifère dans le pays, second producteur mondial derrière la Russie.

Angola

La Banque centrale maintient son taux directeur (*Banco de Angola*)

Le 14 juillet, le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Banco Nacional de Angola*), a maintenu son taux directeur à 17%. En parallèle, l'institution a relevé le taux de facilité permanente à 17,5% (+0,5 point). Cette décision intervient alors que l'institution monétaire avait progressivement abaissé ses taux depuis le troisième trimestre 2022 (-3 points pour le taux directeur depuis septembre 2022). L'institution justifie sa décision au regard de la résurgence des pressions inflationnistes (pour rappel, 11,3% au mois de juin, après 10,6% au mois de mai). Ce rebond s'explique notamment par la dépréciation du taux de change face à l'USD : entre le 26 avril et le 26 juillet, le kwanza angolais s'est déprécié de -61,8% face à l'USD dans un contexte de dégradation de l'excédent commercial (-53% au premier trimestre par rapport à la même période de l'année précédente), pénalisé par la baisse de la production pétrolière. La Banque centrale anticipe désormais une inflation comprise entre 12 et 14% en 2023 – un niveau supérieur à l'objectif de 10% qu'elle s'était fixée. Le niveau de réserves demeure satisfaisant - 13,7 Mds USD, soit l'équivalent de 6 mois d'importations. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 15 septembre.

L'exécutif annonce une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (*Ministère des Finances*)

Le 14 juillet, le ministre d'État à la coordination économique a annoncé la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits alimentaires de 14 à 7%. Cette décision s'inscrit dans un ensemble de mesures économiques d'urgence pour stimuler l'économie angolaise qui montre des signes de faiblesses après une très bonne performance en 2022. Selon les mots du Ministre, elles devraient entrer en vigueur le plus tôt possible avec l'objectif de ne pas dépasser janvier 2024.

Lesotho

Le FMI publie son rapport d'analyse dit « Article IV » (*FMI*)

Le 20 juillet, le FMI a publié le rapport de sa mission d'analyse annuelle, dit rapport « Article IV ». L'institution monétaire rappelle les nombreux défis auxquels fait face l'économie (impact des chocs climatiques, pressions inflationnistes élevées, difficultés des industries diamantifère et textile, mauvaise performance de l'économie sud-africaine, etc.). La croissance devrait ainsi atteindre 2,1% sur l'exercice 2023/2024, après 1,8% sur l'exercice en cours. Dans ce contexte, le FMI a réitéré plusieurs recommandations: **i)** réformer le système de gestion des finances publiques pour permettre une rationalisation des dépenses publiques et de l'investissement, **ii)** mettre en place des réformes structurelles pour renforcer le climat des affaires et favoriser le développement du secteur privé, **iii)** renforcer la lutte contre la corruption et améliorer la gouvernance.

Malawi

La Banque mondiale publie un rapport qui encourage une électrification rapide du pays (*Banque mondiale*)

Le 19 juillet, la Banque mondiale a publié un rapport intitulé « *Améliorer la croissance au Malawi : accélérer de façon soutenable un accès à l'énergie* ». Le document rappelle les nombreuses fragilités structurelles de l'économie malawite : un taux de pauvreté supérieur à 70%, des pressions inflationnistes élevées, un déficit fiscal de 10,9% du PIB sur l'exercice 2022/23 (soit 4 points de plus qu'anticipé lors du budget), un niveau d'endettement jugé insoutenable (75,2% du PIB en décembre 2022 contre 61,5% un an plus tôt) sans avancée notable au sein des négociations sur la restructuration de la dette. Dans ce contexte, la croissance a été inférieure à 1% en 2022 et devrait atteindre 1,4% en 2023. Pour poser les bases d'une croissance durable, le développement de capacités électriques est présenté comme une priorité par la Banque Mondiale, alors que le Malawi est l'un des pays les moins électrifiés du continent (seul 20% de la population est connectée au réseau). Le rapport préconise donc de mettre en place une vaste campagne d'électrification, avec l'objectif de raccorder 70% de la population au réseau dans les sept prochaines années, *via* notamment le développement d'un partenariat entre le secteur privé et public (densification du réseau de l'électricien public ESCOM). Le gouvernement doit pour cela mettre en place un cadre réglementaire adéquat et des politiques fiscales incitatives pour stimuler l'investissement privé, notamment pour l'énergie solaire et les solutions de mini-grid et améliorer l'efficacité et la gestion d'ESCOM.

Zambie

Le Ministre des Finances dévoile son plan budgétaire à moyen terme (*Ministère des Finances*)

Le 26 juillet, le Ministère des Finances a communiqué son plan budgétaire à moyen terme, détaillant les prévisions de croissance, de revenus et de dépenses du pays pour les trois exercices à venir. Selon l'institution, portée par l'amélioration des conditions macroéconomiques, la restructuration de la dette et la mise en place de réformes dans le cadre du programme FMI, la croissance devrait accélérer à 4,8% en 2024 puis se maintenir à 5% à l'horizon 2026 - après avoir enregistré 3,6% en 2023. Les projections de croissance s'appuient sur plusieurs hypothèses: (i) une inflation en réduction progressive jusqu'à atteindre 7% en moyenne en 2026; (ii) un maintien du cours de pétrole à 80 USD par baril; (iii) une hausse de la production du cuivre (+8% par an) et (iv) un maintien des cours du cuivre supérieurs à 8 000 USD par tonne métrique. Dans ces conditions, le gouvernement prévoit (i) d'augmenter en 2024 ses revenus au même rythme que la croissance, soit à un niveau de 21,3% du PIB, puis de les augmenter à progressivement pour atteindre 22,2% en 2026 et (ii) de réduire la part de ses dépenses de 22,2% à 20,8% du PIB entre 2024 et 2026 (contre 26,7% pour le budget de 2023). Ainsi, dès 2025, le gouvernement pourrait dégager un excédent primaire lui permettant de faire partiellement face au service de la dette. Le retour à la soutenabilité des finances publiques s'appuie également sur la mise en place du programme du FMI (Facilité Étendue de Crédit), indispensable pour le gouvernement puisse faire face à ses besoins de financement.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	27/07/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,64 ZAR	1,3%	5,8%	-6,3%	-3,7%
Angola	824,2 AOA	0,4%	-3,8%	-48,1%	-38,9%
Botswana	12,9 BWP	0,4%	2,7%	-3,2%	-2,0%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	18,4 ZMW	4,0%	-7,9%	-10,7%	-2,0%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria
Rédacteurs : Léopold VINOT et Marie DESJEUX, Pierre FINOT
Revu par Antoine WILLENBUCHER

Pour s'abonner :

[s'inscrire ici](#)